

Récépissé de déclaration

Il vous est délivré un récépissé de déclaration suite au dépôt du dossier de déclaration IOTA concernant le projet ETUDE PREALABLE à L'EPANDAGE des BOUES sur la commune principale PONT DE VAUX 01190.

ATTENTION : CE RÉCÉPISSÉ ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N' AUTORISE PAS LE DÉMARRAGE IMMÉDIAT DES TRAVAUX

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU les schémas directeurs et les schémas d'aménagement et de gestion des eaux mentionnés aux articles L. 212-1 et L. 212-3 potentiellement en cours de validité sur le périmètre du projet ;

VU le code général des collectivités territoriales;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement transmis à l'administration et considéré complet en date du 02/03/2023, présenté par SYND INTERCOMMUNAL TRAITEMENT EAUX USEES , enregistré sous le n° **DIOTA-230302-140032-414-217** et relatif à ETUDE PREALABLE à L'EPANDAGE des BOUES ;

Il est donné récépissé du dépôt de sa déclaration au déclarant suivant :

SYND INTERCOMMUNAL TRAITEMENT EAUX USEES

BP28 - MAIRIE de PONT-DE-VAUX
01190 PONT DE VAUX

concernant :

ETUDE PREALABLE à L'EPANDAGE des BOUES

dont la réalisation est prévue à :

- PONT DE VAUX 01190

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement.

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.3.0	2.a	Épandage de boues issues de systèmes d'assainissements	212 t/an	212 t/an	D	néant

Le déclarant devra respecter les prescriptions générales définies dans les arrêtés de prescriptions générales relatifs à ces rubriques disponibles sur le site internet https://aida.ineris.fr/liste_documents/1/17940/1

Le déclarant ne peut pas débiter les travaux avant le 02/05/2023 correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par le préfet, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Si le projet est également soumis à déclaration d'intérêt général au titre de l'article R.214-88 du code de l'environnement, le préfet dispose alors de 3 mois à compter de la réception par la préfecture du dossier de l'enquête pour s'opposer à la déclaration loi sur l'eau, en application de l'article R.214-95 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à une amende pour une contravention de cinquième classe d'un montant maximum de 1 500 euros pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par cinq conformément à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau compétent à l'échéance de ce délai, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

À cette échéance, conformément à l'article R.214-37, copies de la déclaration et de ce récépissé, ainsi que, le cas échéant, des prescriptions spécifiques imposées ou de la décision d'opposition seront alors adressées aux communes où cette opération doit être réalisée, pour affichage et mise à disposition pendant une durée minimale d'un mois.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture concernée durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R.514-3-1 du code de l'environnement, par les tiers dans un délai de quatre mois à compter du premier jour de sa publication ou de son affichage en mairie et par le déclarant dans un délai de deux mois à compter de sa notification. Cette décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans un délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Le déclarant est invité à avertir le service de police de l'eau compétent de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

En application de l'article R. 214-40-3 du code de l'environnement, la mise en service de l'installation, la construction des ouvrages, l'exécution des travaux, et l'exercice de l'activité objets de votre déclaration, doivent intervenir dans un délai de 3 ans, ou dans un autre délai fixé par le préfet à compter de la date du présent récépissé, à défaut de quoi votre déclaration sera caduque.

En cas de demande de prorogation de délai, dûment justifiée, celle-ci sera adressée au préfet au plus tard deux mois avant l'échéance ci-dessus.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au

dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, avant réalisation à la connaissance du préfet compétent qui peut exiger une nouvelle déclaration.

En application de l'article R. 214-40-2 du code de l'environnement, toute transmission du bénéfice de la déclaration à une autre personne que celle mentionnée au dossier de déclaration doit être déclarée par le nouveau bénéficiaire au préfet dans les trois mois qui suivent la prise en charge de l'ouvrage, de l'installation, des travaux ou des aménagements ou le début de son activité.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations, ouvrages, travaux et activités, objets de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

La référence de votre dossier est : DIOTA-230302-140032-414-217

Le code postal du projet (commune principale) est : PONT DE VAUX 01190

Cette référence et un numéro d'AIOT vous seront nécessaires pour déposer les éventuels compléments et pièces de procédure que sollicitera l'administration. Ce numéro d'AIOT vous sera transmis par l'administration en charge de l'instruction de votre dossier.

Votre avis nous intéresse

Dans une logique d'amélioration continue, nous vous invitons à consacrer une ou deux minutes à répondre à ce [court sondage](#).

Récapitulatif

1 - Démarche

Votre projet est-il également soumis à autorisation au titre de la nomenclature loi sur l'eau ? **Non**

Votre projet est-il soumis à évaluation environnementale ? **Non**

Votre projet est-il connexe à une ICPE ? **Non**

Nom du projet : **ETUDE PREALABLE à L'EPANDAGE des BOUES**

Numéro d'AIOT : **Je ne connais pas mon numéro d'AIOT**

Numéro CASCADE : **Je ne connais pas mon numéro CASCADE**

Service instructeur coordonnateur en charge de votre dossier : **La DDT(M)**

Avez-vous échangé sur le projet avec ce service instructeur avant de déposer ce dossier ? **Oui**

Quel est l'adresse email de l'agent du service instructeur en charge de votre dossier ? (exemple : nom@exemple.com) **laurence.drane@ain.gouv.fr**

Cette démarche initiale DIOTA est-elle la première autorisation ou déclaration déposée sur le projet ? **Oui**

Conditions d'engagement du déclarant :

- **Je m'engage à ce que les fichiers déposés comprennent les informations réglementaires requises, dont les références sont rappelées pour chaque dépôt de fichier tout au long de la téléprocédure.**
- **Je m'engage à ne déposer aucun dossier contenant une ou plusieurs pièces confidentielles. Ce dossier doit être déposé directement au service instructeur coordonnateur.**
- **Je prends note que tous les plans réglementaires sont déposés en fin de la téléprocédure. (étape 6)**
- **Je reconnais avoir pris connaissance de l'ensemble des prescriptions générales applicables à mon projet**
- **En initiant le dépôt de mon dossier via la téléprocédure, je m'engage à déposer les compléments sur Service-public.fr**

2 - Déclarant(s)

Déclarant ou mandataire : **Mandataire**

N° SIRET : **40820037600015**

Organisme : **AGER Conseil**

Nom : **BUATIER**

Prénom : **Christian**

Fonction : **Ingénieur Conseil**

Adresse email : **ager.conseil@cegetel.net**

Téléphone fixe : **+ 33 474258148**

Téléphone portable : **+ 33 679288236**

Mandat (Pièce jointe) : **Mandat de Dépôt Signé par le président du SIVU.pdf**

Déclarant (Personne morale) N° 1

N° SIRET : **25010205000011**

Raison sociale : **SYND INTERCOMMUNAL TRAITEMENT EAUX USEES**

Forme Juridique : **Syndicat intercommunal à vocation unique (SIVU)**

Adresse en France

BP28 - MAIRIE de PONT-DE-VAUX

01190 PONT DE VAUX

Signataire

Nom : **PAUGET**

Prénom : **Yves**

Qualité : **Président du SIVU**

Téléphone fixe : + **33 385514561**

Téléphone portable : + **33 679288236**

Adresse email : **mairie.pontdevaux@wanadoo.fr**

Référent

Nom : **DRANE**

Prénom : **Laurence**

Fonction : **Cheffe de l'unité police de l'eau - assainissement**

Téléphone fixe : + **33 474506713**

Téléphone portable : + **33 661668904**

Adresse email : **laurence.drane@ain.gouv.fr**

Adresse email d'échange avec l'administration

Adresse email : **ager.conseil@cegetel.net**

3 - Localisation

Adresse du projet

Code postal et commune : **01190 PONT DE VAUX**

Numéro et voie ou lieu dit : **parcelles cadastrales AB76 et AB77 sur la commune de PONT DE VAUX**

Géolocalisation du projet

X : **848693**

Y : **6595358**

Projection : **Lambert 93**

Géolocalisation du projet : **DESC_EPR_25010220500011-SIRET-2023-1.zip**

4 - Activités

La déclaration est-elle une régularisation d'activité ? **Non**

Le projet se trouve-t-il dans le périmètre d'un ou plusieurs Schémas d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SAGE) ? **Non**

Tableau des rubriques des nomenclatures IOTA

* Rubrique	Alinéa	Libellé des rubriques	* Quantité totale	* Quantité projet	* Régime	Précisions sur les AIOT concernées par le projet
2.1.3.0	2.a	Épandage de boues issues de systèmes d'assainissements	212 t/an	212 t/an	D	néant

Caractéristiques du projet

Le projet est-il un plan de gestion établi pour la réalisation d'une opération groupée d'entretien régulier d'un cours d'eau, canal ou plan d'eau ? **Non**

Le projet est-il une installation utilisant l'énergie hydraulique ? **Non**

5 - Documents

Résumé non technique : **Résumé PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

Description de l'épandage et stockage de boues : **Etude préalable PdeVx sans les annexes.pdf**

Document d'incidence ou étude d'impact : **Contraintes du Milieu naturel PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

Évaluation des incidences Natura 2000 : **Contraintes du Milieu naturel PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

Justificatif de maîtrise foncière : **Conventions PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

6 - Plans

Éléments graphiques, plans ou cartes du projet : **Cartographie - PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

Fichier supplémentaire : **Annexes complémentaires da A4 à A11- PEP SIVU DE PONT DE VAUX 2023.pdf**

Précisions :

Service Protection et Gestion de l'Environnement

Unité Assainissement

Référence : Lettre accord
AIOT 0100016024
DIOTA 230302-140032-414-217

Affaire suivie par : Louise BUSI
ddt-spge-ass@ain.gouv.fr
tél. 04 74 45 62 57

Monsieur le Président
Syndicat Intercommunal de Traitement des
Eaux Usées

Mairie de Pont de Vaux – BP 28
01190 PONT-DE-VAUX

Bourg en Bresse, le 3 avril 2023

Monsieur le Président,

Votre dossier de demande de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-8 du code de l'environnement, relatif à l'étude préalable du plan d'épandage des boues de la station de traitement des eaux usées de Pont de Vaux sur les communes de Pont-de-Vaux, Gorrevod, Saint-Bénigne, Reyssouze, Arbigny, Chavanne-sur-Reyssouze, a fait l'objet d'un récépissé daté du 2 mars 2023 ne valant pas autorisation de réaliser les travaux.

Il était indiqué dans ce document que l'instruction technique de votre projet par le service police de l'eau devait être menée avant le 2 mai 2023.

Suite à l'instruction technique par le service « police de l'eau » de la direction départementale des territoires, le dossier n'a pas été jugé régulier et une demande de compléments vous a été adressée le 28 mars 2023.

Par courrier en date du 29 mars 2023, vous m'avez adressé les compléments demandés.

Je vous informe que votre dossier est désormais régulier au sens de l'article R. 214-35 du code de l'environnement et que les travaux peuvent donc commencer sans délai.

J'attire votre attention sur le fait que les 7 casiers de stockage sont conçus pour permettre la répartition des boues en 7 lots clairement identifiés et analysés. Ils doivent donc être remplis les uns après les autres, et non simultanément comme cela a été le cas en 2022 suite à un problème technique empêchant les bonnes conditions de remplissage des casiers, résolu en avril 2023. Les prélèvements en vue des analyses qualitatives sont à réaliser après la fin du remplissage d'un casier.

Une attention particulière va être apportée par le service « police de l'eau » de la direction départementale des territoires à la vérification du bon fonctionnement de la plateforme de stockage des boues et au respect de la réglementation. Un projet d'arrêté préfectoral fixant des prescriptions complémentaires sera rédigé à cette fin et vous sera prochainement soumis pour avis.

Je vous invite à communiquer ces modalités à votre exploitant.

Je vous prie de croire, Monsieur le Président, en l'assurance de ma considération distinguée.

Le chef de service,

Signé : Jean ROYER